

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Syrie > La gauche internationale et la crise syrienne (Syrie) > **Le Parti de l'Action Communiste syrien. Expérience et héritage**

Le Parti de l'Action Communiste syrien. Expérience et héritage

vendredi 12 février 2021, par [DAHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 9 février 2021).

Que peut nous apprendre l'opposition progressiste syrienne de l'histoire du Parti de l'Action Communiste ? Joseph Daher examine ici l'histoire de ce parti, à partir notamment du livre de Rateb Shabo : Un Récit du Parti de l'Action Communiste en Syrie (1976-1992). Un Chapitre de l'Histoire de la Gauche en Syrie (al-Maraya, 2020).

Cet article a d'abord été publié sur le site [Syria Untold](#) en langue anglaise et en langue arabe avec le lien du site.

Rateb Shabo, un militant politique de gauche syrien, a été emprisonné pendant 16 ans dans les années 1980 et 1990 – dont trois ans dans la célèbre prison militaire de Tadmur – pour son appartenance au Parti de l'Action Communiste [1], qui s'opposait au régime syrien. Son livre récent, *Un Récit du Parti de l'Action Communiste en Syrie (1976-1992)*, est une fenêtre incontournable sur la résistance politique progressiste au régime syrien des années 1970 aux années 1990.

De tous les partis de gauche opposés au régime syrien, l'expérience du Parti de l'Action Communiste (PAC) est probablement la plus riche en termes d'activisme et de vision politique. Le parti s'est caractérisé par des débats et des structures internes démocratiques dynamiques par rapport à d'autres organisations de gauche et communistes, qui se caractérisaient par un manque de pluralisme et un héritage stalinien.

Différentes tendances politiques ont existé tout au long de l'histoire du PAC, débattant de leurs analyses du contexte politique, ainsi que du type d'interventions nécessaires et de la meilleure voie à suivre pour le parti. De même, la pratique politique et la théorie du PAC étaient beaucoup plus dynamiques et non dogmatiques en comparaison avec d'autres partis de gauche, qui étaient pour la plupart enracinés dans l'idéologie stalinienne. Le parti a souscrit depuis ses origines à une approche internationaliste, liant le sort des classes populaires à travers la région et le monde. L'Union Soviétique n'a pas été épargnée par les critiques des membres du PAC, en particulier concernant sa politique dans la région.

Les membres du parti étaient de toutes les ethnies et confessions religieuses de la Syrie, ce qui en faisait probablement le plus diversifié parmi les partis de gauche du pays. Les femmes ont également eu une présence significative et croissante dans les rangs du PAC, bien qu'elles soient largement absentes des postes de direction (p. 191). Parallèlement à l'implication initiale des femmes dans les premières étapes du parti au sein des « cercles marxistes » et dans les regroupements politiques collectifs issus du parti ou agissant dans sa sphère militante, elles ont joué un rôle de plus en plus important. Les femmes ont également souffert des multiples campagnes d'arrestations par les organes répressifs de l'état, notamment à la fin des années 1980, alors que leur nombre et leur participation au parti augmentaient. Comme l'écrit Shabo, le nombre significatif de femmes dans les rangs du PAC et leur activisme distinguaient clairement le parti des autres

groupes de gauche et communistes, où le rôle des femmes était comparativement moins important (p. 194).

Création et développement de nouvelles gauches

La guerre des Six jours en 1967 a représenté une défaite cinglante pour les régimes syriens et égyptiens par l'État d'apartheid et colonial d'Israël, annonçant et amorçant le déclin des mouvements issus du nationalisme panarabe. L'Égypte, la Syrie et d'autres États vont progressivement abandonner leurs anciennes politiques sociales radicales et anti-impérialistes. Leurs méthodes de développement capitalistes d'État ont commencé à montrer leurs limites. En conséquence, ils ont opté pour un rapprochement avec les pays occidentaux comme avec les monarchies du Golfe et ont adopté le néolibéralisme, mettant un terme à de nombreuses réformes sociales qui leurs avaient valu une popularité dans certains secteurs de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La défaite cuisant des régimes issus du nationalisme arabe en 1967 va cependant en premier lieu provoquer une vague de radicalisation au sein des mouvements de gauche et nationalistes arabes, qui pour certains avaient déjà débuté quelques années plutôt, ainsi que dans des dynamiques internationales. Cela s'est notamment reflété par l'émergence d'organisations palestiniennes de gauche telles que le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) en 1967 et le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) en 1969.

Parallèlement à la montée de la résistance politique et armée palestinienne radicale, d'autres pays ont connu un développement significatif de groupes radicaux. Au Yémen, le Front de Libération Nationale (FLN) d'orientation marxiste, créé en 1963, a formé la République populaire du Yémen du Sud (rebaptisée plus tard la République Démocratique Populaire du Yémen) à la fin de l'année 1967, après quatre ans de lutte contre l'occupation coloniale britannique. Cette prise du pouvoir va inaugurer l'expérience révolutionnaire la plus radicale de cette période, mais avec un impact limité en raison de l'extrême pauvreté du pays.

À la même période, dans la région voisine du Dhofar dans l'émirat du Oman, un mouvement armé d'émancipation sociale et nationale a commencé à défier le pouvoir du sultan réactionnaire, Said Bin Taimur, ainsi que l'influence militaire et politique britannique. Le Front de Libération du Dhofar, un groupe séparatiste, est entré dans un processus de radicalisation en direction du marxisme et s'est rebaptisé Front Populaire pour la Libération d'Oman et du Golfe Arabe en 1968.

De plus petites organisations de gauche au Liban, en Syrie, en Égypte et en Tunisie ont également été créées dans ce processus de radicalisation. Le Parti Communiste Ouvrier Égyptien, né de cette nouvelle gauche, a joué un rôle important dans le « soulèvement du pain » qui s'est produit en Égypte les 18 et 19 janvier 1977 en réponse à une série de mesures d'austérité mises en œuvre par le régime d'Anwar Sadate, y compris la suppression des subventions sur les produits de base.

La plupart de ces partis politiques étaient à l'origine liés au Mouvement Nationaliste Arabe (MNA), présent dans toute la région [2]. Dans leur processus de radicalisation, ils ont défendu l'idée que la défaite de juin 1967 était le résultat du socialisme « petit-bourgeois » promu par le leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Selon eux, seuls les mouvements radicaux et les approches fondés sur le marxisme pourraient vaincre le sionisme, renverser les monarchies autocratiques et améliorer les conditions de vie des classes populaires.

Origines en Syrie

La Syrie n'est pas restée extérieure à ces dynamiques. En 1965, des militants baasistes syriens

fondent le Parti Ouvrier Révolutionnaire Arabe autour de Yassin Hafez et Elias Morqos, deux intellectuels qui tentent de concilier le nationalisme arabe et le marxisme. Et au sein du Baath, de jeunes officiers alignés avec le général de gauche Salah Jadid organisent un coup d'État le 23 février 1966. Ils représentaient l'aile gauche du parti Baath, resté au pouvoir jusqu'à ce que le ministre de la Défense d'alors, Hafez al-Assad, évince Salah Jadid en 1970 dans un nouveau coup d'État.

C'est dans ce contexte que les « cercles marxistes » se sont constitués au milieu des années 1960, qui donneront plus tard naissance à la Ligue d'Action communiste (LAC) en 1976 et au Parti de l'Action Communiste (PAC) en 1981.

Les cercles marxistes étaient à l'origine des groupes de discussion mis en place dans toute la Syrie où les participants débattaient des questions politiques du monde arabe à travers des perspectives et visions marxistes. Chaque cercle avait sa propre dynamique et, au début, se développait indépendamment. Les membres des « cercles marxistes » se sont coordonnés et ont agi collectivement.

La plupart des membres initiaux étaient des étudiants et d'anciens nationalistes arabes entrés dans un processus de radicalisation. Ils cherchaient à lutter contre l'autoritarisme, ainsi qu'à réfléchir à une voie et orientation politique à suivre en Syrie après la défaite de 1967 (p. 31). En 1974, les « cercles marxistes » étaient présents dans toutes les grandes villes et universités, au sein de l'armée syrienne, dans les syndicats et les associations professionnelles, et dans la région rurale du Ghab dans le gouvernorat de Hama, qui a connu d'importantes révoltes paysannes à la fin des années 1960 (p. 38- 39) [3]. Les cercles puis les organisations qui suivront (LAC et PAC) ont eu plusieurs publications : « la Bannière Rouge », « Le Communiste » et « l'Appel Populaire », qui ont duré jusqu'en 1991.

À la fin de l'été 1976, après trois grandes réunions [4], la Ligue d'Action Communiste (LAC) était formée avec une trentaine de délégués représentant plus de 120 membres. Un comité central a été élu, composé de 15 personnes, représentant la direction du nouveau parti, et un comité de travail de 5 personnes (p. 97). La LAC nouvellement créée se décrit comme une « faction marxiste-léniniste, dont la mission centrale était de travailler avec le reste des factions marxistes léninistes en Syrie pour construire une branche syrienne du Parti communiste arabe, en élevant la conscience politique, en organisant et en mobilisant la classe des travailleurs et de ses classes alliées afin de réaliser la révolution socialiste dans l'horizon du prolétariat international » (p. 99).

Moins d'un an plus tard, en mars 1977, le parti a subi ses premières campagnes d'arrestation. Plusieurs dizaines de militants ont été emprisonnés à Damas, Hama, Alep et Lattaquié. Quatre autres campagnes répressives ont visé le parti entre octobre 1977 et avril 1979 (p. 120). De nouvelles arrestations par les services de sécurité de l'État syrien en mai 1978 ont laissé le parti sans véritable leadership, car seuls trois des onze dirigeants de la LAC n'étaient pas encore emprisonnés.

Pourtant, la LAC a maintenu ses activités politiques. En septembre 1979, le parti a élu un nouveau comité de travail et a publié un programme de transition axé sur l'objectif de renversement du régime syrien et d'établissement d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire (p. 124). En août 1981, le Parti de l'Action Communiste (PAC) a été officiellement créé lors d'une conférence générale au Liban avec 55 délégués, dont deux femmes.

Le changement de nom n'était pas simplement symbolique, écrit Shabo. C'était plutôt le signe de la perte d'espoir dans la capacité de la LAC à lier et à coordonner le travail et les activités du Parti communiste syrien officiel et de ses groupes dissidents, notamment le Parti Communiste Syrien – Bureau politique dirigé par Riyad al-Turk [5] – et de se transformer en partis communistes

véritablement révolutionnaires.

Dans la lecture que propose Shabo du mouvement, les membres de la conférence ont décidé qu'il n'y avait plus aucune justification politique ou théorique pour retarder la création formelle d'un « parti » politique, et qu'au contraire celui-ci renvoyait à une nécessité objective et de classe (p. 176). Au Comité Central, trois courants principaux étaient représentés : le courant trotskyste [6], le courant « modéré » [7] et le nouveau courant de gauche [8] (p. 177).

La PAC a maintenu ses activités tout au long des années 1980, jusqu'au début des années 1990, avant de les voir cesser en raison des campagnes de répression successives du régime syrien. L'une des dernières actions principales du PAC remonte à 1990, lorsqu'il a organisé 300 mères, sœurs et conjoints de membres du parti emprisonnés pour manifester devant le palais présidentiel de Damas.

Deux ans plus tard, les autorités syriennes ont arrêté Abd al-Aziz al-Khayyar, le dernier dirigeant du PAC encore non emprisonné [9]. Quelque 13 autres personnes ont également été emprisonnées à l'époque pour leurs liens présumés avec le PAC. Le parti est par la suite devenu pratiquement inactif. La chute de l'Union Soviétique au début des années 1990 a également eu des conséquences idéologiques sur le PAC, certains membres s'orientant davantage vers certaines formes de libéralisme, plutôt que vers des idées marxistes.

Cependant, pendant le prétendu « printemps de Damas » au début des années 2000, à la suite de l'ascension au pouvoir de Bachar al-Assad, un certain nombre d'anciens membres du parti ont joué un rôle dans la création de dits « Forums », salons de discussion et de débat, à travers le pays. À Damas, Munif Mulhem, ancien membre dirigeant du PAC, a fondé le Forum de gauche, qui a ensuite été fermé aux côtés d'autres Forums sous la pression des services de sécurité.

En août 2003, le PAC a annoncé son retour sur la scène politique, suivi d'une nouvelle publication intitulée « Maintenant ». Cependant, pour de nombreux anciens membres, le parti ne représente plus les aspirations initiales et les idéaux de gauche des années 1960 et 1970.

Bien que le PAC ait continué d'exister tout au long des années 2000 et 2010, de nombreux membres ont mené leur engagement politique contre le régime d'Assad en tant qu'individus, plutôt que de l'intérieur du parti. Ils ont continué à jouer un rôle dans le soulèvement populaire de 2011 à travers un éventail de groupes, collectifs, et de comités de coordinations et de différentes coalitions de gauche au sein du mouvement de protestation populaire.

Pendant le soulèvement populaire, le PAC a soutenu le mouvement de protestation et a été un membre fondateur du Comité National de Coordination des Forces de Changement Démocratique en Syrie. Le principal dirigeant du groupe à l'époque, Abd al-Aziz al-Khayyar, a été porté disparu sur la route de l'aéroport à Damas après son retour d'une visite en Chine en septembre 2012. Il a très probablement été kidnappé par les forces de sécurité du régime. Il n'y a eu aucune information sur son sort depuis.

Ni Assad et Ni Frères Musulmans, construire un « troisième camp »

Les années 1970 et 1980 ont été le théâtre d'un conflit violent entre le régime syrien et les mouvements fondamentalistes islamiques menés par le mouvement des Frères Musulmans (FM), culminant avec le massacre effroyable de Hama en 1982 au cours duquel les forces du régime syrien ont assiégé la ville et tué plusieurs milliers d'individus.

Selon le récit de Shabo, les tensions entre les deux camps constituaient le premier « test politique » de la Ligue de l'Action Communiste (LAC), le prédécesseur du Parti de l'Action Communiste (PAC) (p. 115). La LAC s'était longtemps opposée au régime de Hafez al-Assad, qu'elle considérait

corrompu et un dictateur opposé à la fois aux intérêts des classes populaires et de la cause palestinienne.

La LAC et le mouvement des Frères Musulmans (FM), du moins objectivement, partageaient le même objectif : renverser le régime d'Assad. Mais pour le LAC, l'orientation politique des FM était problématique, en raison de ses discours et pratiques anti-démocratiques et confessionnels [10]. Leurs membres n'hésitaient pas à assassiner souvent des personnalités alaouites sans lien politique direct avec le régime [11].

La LAC voyait le conflit entre ces deux camps - le régime syrien et les FM - comme une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie syrienne, une lutte qui n'était ni démocratique ni « patriotique », au service des intérêts du pays. D'un côté, il y avait la bourgeoisie bureaucratique dominée par le régime ; et de l'autre, la bourgeoisie traditionnelle, en particulier les grands commerçants, alliés au FM. Les deux fractions de la bourgeoisie étaient opposées aux intérêts des classes populaires.

En réponse, la LAC a travaillé à la création d'un dit « troisième camp ». En 1979, le journal du parti, la *Bannière Rouge*, a publié un éditorial appelant à la formation de ce qu'il a appelé un « Front Populaire Uni ». Cette coalition serait composée de forces politiques représentant les classes populaires syriennes et s'opposerait à la fois au régime syrien et au FM tout en travaillant à recruter et à tirer les bases populaires en dehors de ces deux camps réactionnaires (p. 117) [12]. Par la suite, la LAC a expliqué plus précisément qu'il envisageait ce Front comme un instrument d'organisation des classes populaires pour réaliser une révolution sociale en Syrie (p. 152).

La LAC a critiqué les partis politiques syriens qui faisaient partie de l'alliance du Front National Progressiste, une alliance de partis de gauche et nationaliste arabe créée en 1972 et qui soutenait le régime d'Assad dans sa violente confrontation avec les FM, ainsi que l'alliance de gauche du mouvement national libanais et certaines organisations de la résistance palestinienne (p 117). Ces groupes percevaient toujours le régime syrien comme une force nationale/patriotique et progressiste.

Malgré ses efforts pour tenter de convaincre d'autres partis de gauche à travers des discussions et négociations pour un Front Populaire Uni comme suggéré par la LAC, cette dernière avait trop peu de poids politique pour les attirer dans une telle stratégie. Cependant, d'autres groupes de gauche ont formé leur propre coalition quelques mois seulement après l'éditorial du journal de la *Bannière Rouge* appelant à ce Front. Ces organisations se sont réunies pour signer ce qu'ils ont appelé le « Pacte du Rassemblement national Démocratique » (p.160) [13].

Le contact continu de la LAC avec l'Union Socialiste Arabe, un parti nassériste dirigé par un ancien partisan du Baath Jamal al-Atassi, et le Parti Baath Arabe Socialiste et Démocratique, lié à l'ancien général baasiste de gauche Salah Jadid, ne lui a pas valu une place au sein du Pacte. Le Parti Communiste Syrien - Bureau Politique (PCS-BP ou aussi connu sous le nom de Bureau Politique), un signataire du Pacte, a opposé son veto à l'inclusion de la LAC.

Les années précédant la signature du Pacte avaient vu une hostilité croissante de la part du PCS-BP contre la LAC. La direction du PCS-BP, en particulier son leader Riyad al-Turk, refusait toute discussion officielle entre les deux partis, bien que des membres des deux organisations se soient entretenus en privé. Les dirigeants du PCS-BP ont même accusé la LAC de collaborer avec les forces de sécurité syriennes ou russes pour empêcher la croissance de leur propre organisation (p. 140) [14].

Le Pacte du Rassemblement national n'avait que très peu de contenus et d'objectifs liés à la question de classe. La LAC a critiqué les positions de la majorité des partis au sein du Pacte, en particulier du

PCS-BP [15]. La Ligue critiquait notamment les signataires du Pacte qui considéraient les actions des FM comme reflétant plus généralement celles des mouvements populaires et des rues, et non d'un parti politique particulier. Les signataires du Pacte n'ont pas non plus condamné les multiples assassinats confessionnels commis par le mouvement des FM. Lors des années suivantes, les signataires du Pacte ont adopté une position un peu plus sévère contre le mouvement des FM, mais sans aucune critique radicale de ce dernier.

Le PAC qui s'est formé à partir de la LAC a cherché à former un grand front progressiste indépendant contre Assad et les FM tout au long des années 1980. C'était tout particulièrement le cas après le terrible massacre de Hama en 1982, lorsque les membres du PAC ont de nouveau appelé à la formation d'un troisième camp indépendant de ces deux camps réactionnaires opposés.

Résistance palestinienne

La cause palestinienne était au cœur du PAC depuis les origines du parti dans le cadre des « cercles marxistes », des cadres organisationnels politiques collectifs apparus dans les années 1960.

Les réfugiés palestiniens en Syrie étaient souvent actifs ou proches du PAC. De nombreux membres du parti ont participé à la résistance armée aux côtés de l'OLP et d'organisations de gauche palestiniennes telles que le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP) et le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) dans des camps de réfugiés en Syrie, au Liban et en Jordanie. Dans certains cas, des personnes qui avaient assisté à des séances des « cercles marxistes » ont par la suite perdu la vie dans des opérations militaires contre Israël. Certains membres du parti se sont battus aux côtés d'organisations palestiniennes pour résister au siège de Beyrouth en 1982 par les forces d'occupation israéliennes.

Le PAC a soutenu depuis ses origines, avec les « cercles marxistes », que la libération de la Palestine viendrait avec le renversement des régimes régionaux et l'établissement de démocraties populaires comme bases de soutien à la révolution palestinienne (p. 69). La répression des organisations palestiniennes durant les événements de « septembre noir » en Jordanie en 1970, et l'opposition de Hafez al-Assad à la résistance palestinienne à Israël à l'intérieur de ses propres frontières, n'ont fait que renforcer la position du parti. Leur opposition au régime d'Assad s'est accrue suite à l'intervention de l'armée syrienne au Liban en 1976, qui a été largement condamnée par les groupes d'opposition démocratiques et de gauche et les associations professionnelles en Syrie [16].

En 1982, le PAC a envoyé deux groupes de volontaires au Liban pour s'entraîner avec les forces armées de l'OLP et servir d'auxiliaires à la résistance palestinienne. Auparavant, lors du siège militaire israélien de Beyrouth, le PAC avait envoyé 11 médecins membres ou proches du parti dans la capitale libanaise pour aider à soigner les résistants palestiniens blessés. D'autres membres ont gardé les quartiers généraux des organisations palestiniennes de résistance à Beyrouth afin que les combattants palestiniens soient libres d'aller combattre (p. 240).

Un an plus tard, le PAC a joué un rôle clé dans la mise en place des Comités populaires (1983-1986), un mouvement qui rassemblait les Palestiniens en Syrie. Le mouvement s'est décrit dans son document fondateur comme une structure nationale, démocratique et populaire, mais ne cherchant pas à devenir un parti politique formel. Sur le plan organisationnel, chaque comité était composé de quatre à cinq personnes réunies au niveau local au sein des quartiers, ou en fonction de leurs professions. Les comités étaient indépendants les uns des autres dans leurs activités culturelles et politiques, ne se coordonnant que dans la diffusion de la propagande politique et des déclarations publiques officielles (p. 240-241).

Les camps de réfugiés palestiniens à Damas étaient à l'époque des centres d'intense activités

politiques. Les manifestations dans les camps se sont multipliées, visant à critiquer les attaques contre les Palestiniens au Liban par des groupes et mouvements politiques soutenus par le régime syrien. Les forces de sécurité syriennes ont réagi en incarcérant plusieurs centaines de Palestiniens.

Les forces de sécurité ont également considérablement réduit les déplacements des Palestiniens hors de Syrie, tandis que la répression continue a rendu les réunions publiques des groupes palestiniens presque impossibles à organiser, à l'exception de ceux qui étaient favorables au régime ou soutenus par les autorités syriennes.

La répression s'est poursuivie au cours des années suivantes, en particulier pendant les manifestations publiques de 1985 et 1986 en Syrie pour dénoncer les opérations militaires contre les camps palestiniens de Beyrouth durant la période de la « Guerre des Camps », ainsi que lors des manifestations à l'occasion de la « Journée de la Terre » en 1986 [17]. Les protestations et les manifestations ont considérablement diminué dans les camps de réfugiés palestiniens suite à cette dernière vague de répression. Les forces de sécurité syriennes ont cependant continué de mener une politique d'intimidation violente contre les Palestiniens dans les camps. En 1990, environ 2 500 prisonniers politiques palestiniens étaient détenus dans les prisons syriennes [18].

Soutien à l'autodétermination des populations Kurdes de Syrie

La LAC, et plus tard le PAC, se distinguait des autres mouvements de gauche syriens par son soutien à l'autodétermination du peuple kurde en Syrie et dans la région. D'autres mouvements se sont opposés ou ont tout simplement ignoré la question de l'autodétermination du peuple kurde, tandis que les journaux et les brochures du PAC condamnaient depuis les origines du parti la discrimination des Kurdes de Syrie.

Le PAC insistait sur l'unité des partis révolutionnaires arabes et kurdes contre le régime bourgeois dictatorial et les partis réactionnaires - en d'autres termes, les FM - comme seul moyen de parvenir à l'autodétermination du peuple kurde. Le parti soutenait que, tout comme pour la résistance palestinienne, c'était l'unité d'en bas, celle des révolutionnaires qui voulaient renverser le régime syrien, qui ferait progresser la libération de la population kurde.

Le PAC participait chaque année aux célébrations du Nawruz, le festival du nouvel an printanier fêté par les Kurdes, les Iraniens et d'autres. Cet événement devenait une occasion pour les communautés et les groupes politiques kurdes de revendiquer leurs droits nationaux, culturels et démocratiques. Les publications du PAC décrivaient les célébrations du Nawruz comme un acte de résistance et d'affirmation des droits nationaux kurdes, dans le cadre d'un pays opprimant sa population kurde (p. 142).

L'oppression était généralisée. En 1986, le régime syrien interdisait tout signe public des célébrations du Nawruz dans deux banlieues de Damas et réprimait violemment les manifestants qui s'étaient néanmoins mobilisés, tuant un jeune Kurde et en blessant d'autres. En réaction, un grand rassemblement fut organisé et une route principale bloquée dans cette région. Parmi les slogans des manifestant•es, on pouvait notamment entendre « *À qui servira l'arrestation des communistes ? À tous les réactionnaires !* ». Des membres du PAC participèrent à ces actions et un communiqué du parti fut publié condamnant les violences policières et exigeant la libération de tous ceux qui avaient été arrêtés (p.143). Le communiqué a par la suite été traduit en kurde.

Il y a eu des tentatives d'élargir le modèle des comités populaires palestiniens à la population kurde de Syrie, mais elles ont échoué car la grande majorité des partis kurdes ont refusé de créer ce types d'organes de résistances collectives. De plus, à la même période (en 1986), les forces de sécurité du régime syrien menaient une nouvelle campagne répressive contre le PAC, affaiblissant

considérablement ses activités.

Les collaborations potentielles entre les groupes politiques syriens arabes et kurdes ont longtemps été considérées comme une ligne rouge par le régime syrien, qui réprimait de telles actions. L'acceptation et l'accueil par le régime syrien de certains groupes politiques kurdes de Turquie et d'Irak sur son territoire au cours de cette même période, comme le Parti des Travailleurs du Kurdistan (connu sous l'acronyme du PKK), l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani et le Parti Démocratique Kurde (PDK) affilié à Masoud Barzani, était conditionné au fait que ces mouvements s'abstiennent de toute tentative de mobilisation des Kurdes syriens contre Damas.

Leçons pour l'opposition syrienne : pourquoi l'expérience du PAC est-elle toujours d'actualité ?

Dès ses origines, le PAC promouvait l'idée que l'émancipation et la libération des classes populaires syriennes étaient liées à la libération des classes populaires dans la région, en particulier palestinienne et kurde. Le PAC considérait les luttes de ces groupes comme les leurs et comprenait, déjà, qu'aucun salut ne pouvait venir des États de la région, même s'ils affichaient officiellement des soutiens et sympathies à ces causes.

Cette orientation politique contraste fortement avec les principaux organes de l'opposition syrienne actuel en exil, en particulier du Conseil National Syrien et la Coalition Nationale pour la Révolution Syrienne et les Forces d'Opposition, également connue sous le nom de Coalition Nationale Syrienne. Ces deux organes dépendaient politiquement dès leur création de puissances étrangères et ont rapidement adapté leurs actions et positions politiques en conséquence.

Le résultat est cinglant : plutôt que de voir et considérer les liens entre les luttes populaires régionales, les deux organes de l'opposition syrienne ont souvent soutenu les actions oppressives de ces États, comme l'oppression des populations kurdes par la Turquie à l'intérieur de ses propres frontières et en Syrie, ou la guerre du royaume saoudien contre le Yémen.

En même temps, la cause palestinienne a été ignorée et réduite au silence afin de ne pas effrayer les alliés régionaux et occidentaux. Pire encore, la grande majorité des organes de l'opposition syrienne se sont opposés aux droits nationaux kurdes et ont reproduit des discours racistes et actions oppressives contre le peuple kurde, soutenant même les invasions et occupations d'Afrin et d'autres régions par l'armée turque et des groupes armés de l'opposition syrienne. Ces campagnes militaires ont conduit à de nombreuses violations des droits de l'homme et contraint des milliers de Kurdes à quitter par la force leurs foyers.

Enfin, aucun camp politique indépendant et progressiste n'a pu se développer après 2011 pour s'opposer à la fois au régime syrien et aux forces fondamentalistes islamiques. Au contraire, le Parti du Peuple Démocratique (l'organisation qui a succédé au Parti Communiste Syrien - Bureau Politique de Riyad Turk) et d'autres forces démocratiques et libérales ont rejoint une alliance avec le mouvement des Frères Musulmans et d'autres courants conservateurs de l'opposition syrienne, qui étaient majoritaires, pour créer le Conseil National Syrien. Une dynamique similaire s'est poursuivie avec la Coalition [19]. De plus, ces acteurs n'ont pas hésité à inclure certaines personnalités fondamentalistes islamiques, et ont tenté à certaines occasions de normaliser ou de défendre les mouvements djihadistes [20].

C'est dans ce cadre que les expériences et les orientations politiques du PAC sont toujours d'une grande utilité : dans les stratégies à adopter à la fois contre le régime syrien et les mouvements fondamentalistes religieux, dans la construction d'un camp politique progressiste indépendant, dans

la lutte pour l'autodétermination des peuples palestiniens et kurdes. Toutes ces questions restent d'actualité tout autant qu'elles l'étaient dans le passé à l'époque du PAC.

La mémoire du PAC et de ses idées ne doit pas disparaître. Les leçons de la résistance progressiste du parti entre les années 1970 et 1990 doivent être mises à profit pour bâtir les résistances présentes et à venir, pour y trouver de la force et éviter de répéter les mêmes erreurs.

*

L'auteur tient à remercier Rateb Shabo et Munif Mulhem pour leur aide et leur temps dans le processus d'écriture de cet article

Joseph Daher

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Contretemps

<http://www.contretemps.eu/parti-laction-communiste-syrien/>

Notes

[1] Le nom du parti a également été traduit en français par le nom de Parti travailliste communiste.

[2] L'organisation a ses origines à l'Université américaine de Beyrouth avec le professeur syrien Constantin Zureik, un ardent défenseur du panarabisme. La direction du mouvement comprenait six étudiants de l'université : deux Palestiniens, Georges Habache et Waddi Haddad, un Libanais, Salah Chabal, un Irakien, Hamed Jbouri, un Koweïtien, Ahmed El-Khatib et un Syrien, Hani El - Hindi.

[3] En 1969, le régime baasiste a réprimé avec force un soulèvement paysan dénonçant un système qui endettait les paysans à la Banque agricole pour rembourser les hommes d'affaires de la région de Ghab.

[4] La première réunion a eu lieu à Damas en novembre 1974, la deuxième à Douma, dans la banlieue de Damas, en 1975 et la troisième à Alep en 1976, représentant, de facto, la première conférence générale de la Ligue de l'Action Communiste.

[5] Le Parti Communiste Syrien - Bureau Politique (PCS-BP) dirigé par Riyad al-Turk a quitté le Parti Communiste Syrien (PCS) en raison du comportement autoritaire de Khalid Bakdash, son secrétaire général, et des désaccords sur les questions nationales et panarabes. En 1976, la position vis-à-vis du régime syrien est également devenue un problème entre le PCS et le PCS-BP en raison de l'intervention de l'armée syrienne au Liban, qui a été condamnée par la faction d'al-

Turk. Cependant, jusqu'en 1976, les membres du PCS-BP sont restés dans les institutions du Front National Progressiste (une coalition de partis de gauche et nationalistes syriens soutenant le régime syrien et créé en 1972) et du parlement syrien (p.139).

[6] Ils étaient proches de la Quatrième Internationale et ont fourni une analyse critique et des propositions politiques au parti. Cette tendance a notamment été représentée par Munif Mulhem qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire du PAC et a été emprisonné pendant plus de 15 ans par le régime entre 1981 et 1997.

[7] Selon Shabo, les adeptes de ce courant n'étaient pas organisés dans une tendance politique particulière et ne se coordonnaient pas entre eux. Ils ont suivi la ligne du parti selon les bases posées lors de la réunion de fondation du parti en août 1981.

[8] Cette tendance est décrite comme une tendance « léniniste », avec une forme de compréhension « mécaniste » de l'histoire. Leur objectif était de réaliser une révolution socialiste à travers une stratégie de « Front populaire », c'est-à-dire une large alliance réunissant partis de gauche, partis et syndicats social-démocrates ainsi que capitalistes « libéraux démocratiques ».

[9] Il a été libéré en 2005. En 2007, il a participé à la fondation du « Rassemblement de Gauche Marxiste », qui comprenait le Parti de l'Action Communiste, le Parti kurde de gauche, le comité des communistes syriens, le Rassemblement Démocratique Marxiste et le Comité de coordination des Membres du Parti Communiste Syrien - Bureau Politique.

[10] Par exemple, en 1981, le secrétaire adjoint du mouvement des Frères Musulmans (FM), Ali al-Bayanuni, dans une interview au journal français *Le Monde*, déclarait que si les FM accédaient au pouvoir, la liberté de créer des partis ne serait pas étendue aux groupes marxistes, même ceux qui sont opposés au régime.

[11] En juin 1979, des membres des FM et de l'« Avant-garde Islamique » (liés au FM) ont commis un massacre en tuant environ 80 cadets alaouites à l'école d'artillerie d'Alep.

[12] Le titre de l'éditorial présenté dans le journal *Bannière Rouge* (numéro 36) était « Vers la construction d'un Front Populaire Uni ».

[13] Il était composé de l'Union Socialiste Arabe Démocratique, du Parti Communiste Syrien - Bureau Politique ; le Parti Ouvrier Révolutionnaire Arabe, le Mouvement Socialiste Arabe et le Parti Baath Arabe Socialiste et Démocratique.

[14] Riyadh al-Turk a maintenu une attitude politique sectaire envers les membres du PCA. Voir ce témoignage de Munif Mulhem <https://www.facebook.com/monif.mulhem/posts/10216522911054208>.

[15] Dans une lettre interne de juillet 1980, le PCS-BP exposait trois possibilités dans le développement du régime politique en Syrie, dont une s'appuyant sur la classe bourgeoise aux aspirations « européennes » - en d'autres termes en faveur d'une forme de démocratie libérale. Une alliance avec des secteurs plus larges de la bourgeoisie syrienne et des Frères Musulmans a toujours été une possibilité potentielle pour le PCS-BP.

[16] En 1980, toutes les associations professionnelles ont été dissoutes par décret gouvernemental. Le régime a ensuite créé de nouvelles associations professionnelles et nommé de nouveaux dirigeants qui ont principalement agi comme des bras corporatistes de l'État et du

parti au pouvoir. Durant la même période, la répression contre les syndicalistes affiliés ou qui s'identifiaient à des partis d'opposition, qui avaient été élus contre des candidats baasistes officiels aux élections de 1978 et 1979, s'est intensifiée.

[17] En mars 1976, un vaste plan d'expropriations de terre palestinienne en Galilée venait d'être annoncé. Ce n'était pas la première fois depuis 1948, que des terres palestiniennes étaient confisquées pour établir ou agrandir des colonies juives, mais cette fois les villages du nord de la Galilée avaient décidé de réagir de manière massive. Une grève générale était annoncée pour le 30 mars. Les pressions sur les organisateurs ont été telles que la grève a dégénéré en manifestations qui se sont heurtées à l'armée d'occupation israélienne. L'armée d'occupation israélienne a tué six palestiniens, et blessés plusieurs centaines. Depuis lors, cette journée est commémorée chaque année le 30 mars, comme la Journée de la Terre.

[18] Middle East Watch (1991). "Syria Unmasked : The Suppression of Human Rights by the Asad Regime", New Haven, CT, Yale University Press. pp. 106-108.

[19] Même Riyad al-Turk a déclaré en septembre 2018 que l'un des problèmes initiaux avec le Conseil National Syrien lors de sa création était que les FM et les groupes qui lui étaient liés dominaient l'organe de l'opposition. Voir Mohammad Ali Atassi, « Dans sa première interview après son départ de Syrie » (en arabe), *Al-Quds Al-Arabi*, 2 septembre 2018, <http://www.alquds.co.uk/?p=1007786>.

[20] Lire cet article pour plus de détails sur les limites et problèmes des organes principaux de l'opposition syrienne : Joseph Daher (2019), "Pluralism lost in the Syrian Uprising", *The Century*, <https://tcf.org/content/report/pluralism-lost-syrias-uprising/>.